

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 90

13 janvier 2016

### SOMMAIRE

Allianz Global Investors Fund .....	4283	Euro-Hotel S.à r.l. ....	4277
Attalus .....	4285	Euro-Hotel S.à r.l. et Cie s.e.c.s .....	4277
Audi Luxembourg S.A. ....	4306	Eurostar Overseas S.A. ....	4277
AutoCheck24 .....	4284	Exile Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	4278
Bakform, s.à r.l. ....	4284	Exile Resources (Luxembourg) S.à r.l. ....	4278
Caposenn S.A. ....	4277	Faymonville Lease A.G. ....	4276
Carillon S.A. ....	4275	Field Point II .....	4276
Carolux Finance SA .....	4275	Fincorp Participations S.A. ....	4276
Cataracte Spf S.A. ....	4276	Fullerton Lux Funds .....	4319
Caudan S.A. ....	4279	Gigante Immobilière Sàrl .....	4276
Celgene Luxembourg .....	4274	Hatanord Capital .....	4279
Centuria Investment S.A. ....	4275	HIB Invest S.A. ....	4279
Cheshunt Luxembourg S.à r.l. ....	4275	Highrise S.à r.l. ....	4279
Cirrus Luxembourg S. à r.l. ....	4275	Jason Elvee S.à r.l. ....	4279
CMC Group Financial Company S.A. ....	4274	Lumax International Holdings S.A. ....	4284
Consultancy S.à r.l. ....	4277	Luxbond .....	4280
Creative Equity Consulting, Société à respon- sabilité limitée unipersonnelle .....	4274	Lux-Croissance .....	4282
Derceto Management .....	4274	Lux-Protect Fund .....	4282
DSquared2 Properties S.A. ....	4274	Lux-World Fund .....	4284
ECDS (Energy & Climate Development Stra- tegies) S.A. ....	4278	Northern Star Opportunities, S.C.A., SICAV- FIS .....	4281
eFront Software Luxembourg S.à r.l. ....	4281	Pioneer CIM .....	4280
Entreprise Jacques Streff Services S.A. ....	4278	publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l. ....	4296
Ephidos SPF S.A. ....	4278	Teads .....	4314

**DSquared2 Properties S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.  
R.C.S. Luxembourg B 151.557.

—  
RECTIFICATIF

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Cette mention est un rectificatif de la mention déposée le 16/11/2015 sous la référence L150207223.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186266/11.

(150207660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Derceto Management, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8009 Strassen, 165, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 166.265.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 09 novembre 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015186247/11.

(150207805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**CMC Group Financial Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 14, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 30.457.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2015186231/11.

(150208095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Celgene Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 165.350.

—  
Les comptes annuels au 30.11.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CELGENE LUXEMBOURG

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015186206/11.

(150208718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Creative Equity Consulting, Société à responsabilité limitée unipersonnelle, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 53, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 165.627.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186218/10.

(150208405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Cheshunt Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 119.852.

Les comptes annuels consolidés 2015 de Tesco PLC., maison-mère de la Société, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*Un gérant*

Référence de publication: 2015186207/12.

(150208584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Cirrus Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 119.855.

Les comptes annuels consolidés 2015 de Tesco PLC., maison-mère de la Société, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*Un gérant*

Référence de publication: 2015186209/12.

(150208582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Carolux Finance SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 139.875.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015186226/10.

(150207820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Centuria Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 98.238.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015186228/10.

(150208769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Carillon S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CARILLON S.A.

Référence de publication: 2015186225/10.

(150207917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Cataracte Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 184.936.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015186205/12.

(150208723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Gigante Immobilière Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 109, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 85.840.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015186345/13.

(150208788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Fincorp Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 44.757.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186323/9.

(150208021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Faymonville Lease A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 8, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 17 novembre 2015.

Référence de publication: 2015186319/10.

(150208427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Field Point II, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 114.791.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2015186312/10.

(150208679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

---

**Consultancy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4423 Soleuvre, 34, rue des Sorbiers.

R.C.S. Luxembourg B 151.037.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Soleuvre, le 15 novembre 2015.

CONSULTANCY S.A.R.L.

L-4423 SOLEUVRE

Référence de publication: 2015185241/12.

(150206842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Caposenn S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

R.C.S. Luxembourg B 114.509.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015185220/12.

(150207061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Euro-Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6182 Gonderange, 11, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.352.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16/11/2015.

Référence de publication: 2015185321/10.

(150207208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Euro-Hotel S.à r.l. et Cie s.e.c.s, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-6182 Gondelange, 11, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.353.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16/11/2015.

Référence de publication: 2015185322/10.

(150207231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Eurostar Overseas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 98.213.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015185328/10.

(150207220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**ECDS (Energy & Climate Development Strategies) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 18, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 83.710.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015185299/12.

(150206783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Ephidos SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

R.C.S. Luxembourg B 84.084.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015185292/12.

(150206945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Entreprise Jacques Streff Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4501 Differdange, Zone d'Activités Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 157.993.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Entreprise Jacques Streff Services S.A.

Référence de publication: 2015185290/10.

(150207228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Exile Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.631.

Les comptes annuels de la société Exile Holdings (Luxembourg) S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015185297/10.

(150206670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Exile Resources (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.632.

Les comptes annuels de la société Exile Resources (Luxembourg) S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015185298/10.

(150206659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

**Highrise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 154.943.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highrise S.à r.l.

Référence de publication: 2015185398/10.

(150207221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**Hatanord Capital, Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 149.078.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015185402/10.

(150206586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**HIB Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.  
R.C.S. Luxembourg B 104.505.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour HIB INVEST S.A.*

Référence de publication: 2015185403/10.

(150207146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**Jason Elvee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 192.682.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

James VANDERLINDEN / Joao Luis DA FONSECA FERREIRA

*Manager / Manager*

Référence de publication: 2015185434/12.

(150207013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**Caudan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.  
R.C.S. Luxembourg B 98.879.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015185223/12.

(150206989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**Luxbond, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 30.521.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 17 février 2016 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 24 novembre 2015 entre les sociétés LUXBOND, LUX-PROTECT FUND et LUX-WORLD FUND.
2. Modification de la dénomination sociale de LUXBOND en LUX-BOND.
3. Modification de tous les articles des statuts, dont l'article 4 relatif à l'objet social de la société qui prendra la teneur suivante : " La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.  
D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi. "
4. Refonte complète des statuts.
5. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016006229/755/33.

**Pioneer CIM, Fonds Commun de Placement.**

Pioneer Investment Management SGRpA

(ci-après la " Société ")

Siège social : Piazza Gae Aulenti 1 - Tower B

Milan, Italie

Numéro fiscal et de registre : IT09045140150

The decision of the board of directors of the Company regarding the merger of the umbrella common fund ("fonds commun de placement") PIONEER CIM which has ceased to exist following this merger, within the umbrella undertaking for collective investment in transferable securities established in Italy PIONEER FONDI ITALIA effective on 4<sup>th</sup> December 2015 has been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

La décision du conseil d'administration de la Société quant à la fusion du fonds commun de placement à compartiments multiples PIONEER CIM qui a cessé d'exister suite à cette fusion, au sein de l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières établi en Italie PIONEER FONDI ITALIA avec effet en date du 4 Décembre 2015 a été déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pioneer Investment Management SGRpA

Signature

Référence de publication: 2016006226/21.

(160004703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.



**Northern Star Opportunities, S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV  
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 134.855.

As the quorum of presence wasn't reached at the first extraordinary general meeting of shareholders, we are pleased to convene you to the

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of the Company (the Meeting) that will be held at the registered office on *12 February 2016* at 3:00 p.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

*Agenda:*

1. Change of the corporate denomination of the Fund from "NORTHERN STAR OPPORTUNITIES S.C.A., SICAV-FIS", to "LS OPPORTUNITIES FUND" and subsequent amendment to article 1 of the articles of association

Decisions on all items of the agenda require no quorum of presence and are adopted at the majority of the two thirds of the votes cast at the Meeting. Each share is entitled to one vote. Proxies are available at the registered office of the Company.

Référence de publication: 2016006232/755/17.

**eFront Software Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, bvd de la Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 201.213.

**EXTRAIT**

I/ Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 6 novembre 2015 que la personne suivante a démissionné, avec effet immédiat, de sa fonction de gérant unique de la Société:

- Monsieur Davy Beaucé, né le 30 décembre 1981 à Messancy, Belgique, résidant au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont été nommées, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée, en qualité de gérants de catégorie A de la Société:

- Monsieur Christophe Gammal, né le 9 août 1967 à Uccie, Belgique, résidant au 35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Olivier Dellenbach, né le 17 février 1961 à Strasbourg, France, résidant au 18, avenue Mozart, 75016 Paris, France.

III/ Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de catégorie B de la Société:

- Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon, Belgique, résidant au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

*Gérants de catégorie A*

- Monsieur Christophe Gammal, prénommé,

- Monsieur Olivier Delienbach, prénommé.

*Gérant de catégorie B*

- Monsieur Nicolas Poncelet, prénommé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 6 novembre 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015180967/37.

(150201812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Lux-Croissance, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 38.527.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 17 février 2016 à 11.15 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 24 novembre 2015 entre les sociétés LUX-CROISSANCE et LUX-PROTECT FUND.
2. Modification de tous les articles des statuts, dont l'article 4 relatif à l'objet social de la société qui prendra la teneur suivante : " La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.  
D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi. "
3. Refonte complète des statuts.
4. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016006233/755/32.

**Lux-Protect Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 110.989.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 17 février 2016 à 10.45 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 4 des statuts concernant l'objet social, qui prendra la teneur suivante : " La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif en sa partie II (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.  
D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi. "
2. Modification des articles 19, 24, 32 et 34 des statuts.
3. Refonte complète des statuts.
4. Approbation du projet commun de fusion daté du 24 novembre 2015 entre les sociétés LUXBOND, LUX-PROTECT FUND et LUX-WORLD FUND ; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND BOND INVEST.
5. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-PROTECT FUND BOND INVEST par le compartiment LUXBOND MEDIUM TERM EURO (renommé LUX-BOND MEDIUM TERM EUR) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du

patrimoine (passif et actif) de LUX-PROTECT FUND BOND INVEST dans le compartiment LUXBOND MEDIUM TERM EURO (renommé LUX-BOND MEDIUM TERM EUR) avec date d'effet au 26 février 2016 ; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND BOND INVEST.

6. Approbation du projet commun de fusion daté du 24 novembre 2015 entre les sociétés LUX-PROTECT FUND et LUX-CROISSANCE ; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND MIXED.
7. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-PROTECT FUND MIXED par le compartiment LUX-CROISSANCE 1 conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-PROTECT FUND MIXED dans le compartiment LUX-CROISSANCE 1 avec date d'effet au 26 février 2016 ; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND MIXED.
8. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les points (4) et (5) de l'ordre du jour seront soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND BOND INVEST, qui pourront valablement décider à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Les points (6) et (7) de l'ordre du jour seront soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-PROTECT FUND MIXED, qui pourront valablement décider à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016006230/755/52.

**Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 71.182.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS**

(the "Meeting") of Allianz Global Investors Fund (the "Company") will be held at the Registered Office of the Company at 6A, route de Trèves, 2633 Senningerberg, Luxembourg, on Friday 22 January 2016 at 11:00 CET for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. Acceptance of the report of the Board of Directors audited by independent Auditors and to approve the financial statements as well as the use of income (if any) for the accounting year ended September 30, 2015.
2. Discharge of the Board of Directors of the Company in the exercise of their mandate during the accounting year ended September 30, 2015.
3. Re-election of Mr. Daniel Lehmann, Mr. Markus Nilles and Mr. Markus Breidbach as Directors of the Board until the next Annual General Meeting.
4. Re-election of PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditor until the next Annual General Meeting.
5. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

**VOTING:**

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed at the Meeting. The quorum and majority requirements will be determined in accordance to the outstanding shares on January 17, 2016 midnight CET (the "Record Date"). The voting rights of Shareholders shall be determined by the number of shares held at the Record Date.

**VOTING ARRANGEMENTS:**

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder as per the Record Date to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CET on January 20, 2016.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointer or his/her attorney

or if the appointer is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer, and sent to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CET on January 20, 2016.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg. A person appointed proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Copies of the audited annual report of the Company are available for inspection at the registered office of the Company at [Product-Domiciliation@allianzgi.com](mailto:Product-Domiciliation@allianzgi.com) as are proxy forms. Shareholders may also request to be sent a copy of the annual report.

A current list of relevant securities identification numbers for this meeting can be accessed on a daily basis online at [www.allianzgi.lu/AGIF](http://www.allianzgi.lu/AGIF).

Senningerberg, December 2015

*By order of the Board of Directors .*

Référence de publication: 2015211987/755/45.

---

**Lumax International Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 20.810.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de notre société sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège de la société, le 29 janvier 2016 à 14,30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Décision de mettre la société " LUMAX INTERNATIONAL HOLDINGS S.A. " en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015205065/592/15.

---

**AutoCheck24, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 162.818.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1351 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015181002/9.

(150201503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

---

**Bakform, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 116, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 111.263.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015181071/9.

(150202516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

---

**Lux-World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 48.864.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND HIGH INCOME sont priés d'assister à

## L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 17 février 2016 à 10.30 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

### *Ordre du jour:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 24 novembre 2015 entre les sociétés LUXBOND, LUX-PROTECT FUND et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-WORLD FUND HIGH INCOME à un nouveau compartiment de la Sicav LUXBOND (dont le nom deviendra LUX-BOND, sous réserve de l'approbation du projet commun de fusion par les actionnaires de LUXBOND), qui portera la dénomination LUX-BOND HIGH INCOME, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND HIGH INCOME dans le compartiment LUX-BOND HIGH INCOME, avec date d'effet au 26 février 2016.
3. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions de LUX-WORLD FUND HIGH INCOME à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016006231/755/31.

### **Attalus, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 201.260.

### STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October, before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

CYDONIA, a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-), having its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 197975,

represented by Maître Catherine Kremer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 29 October 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

#### **Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "ATTALUS".

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager (s) (as defined below).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have

no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

## Chapter II. Capital, Shares

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at fifty thousand United States dollars (USD 50,000.-) divided into fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The premium account shall constitute a distributable reserve and may notably be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Distributable reserve accounts may be set up to record contributions to the Company made by existing shareholders without issuance of shares. Such reserve shall constitute a distributable reserve and may notably be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Increase and Reduction of Capital.** The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

**Art. 7. Shares.** Each share entitles to one vote.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares in accordance with the Laws.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

**Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of Civil Rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) do not put the Company into liquidation.

## Chapter III. Managers, Auditors

**Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Manager (the “Class A Manager”) or class B Manager (the “Class B Manager”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 10. Powers of the Managers.** The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Manager(s).

**Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the individual signature of any one Manager if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12. Meetings of the Board of Managers.** In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) Managers so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 13. Resolutions of the Managers.** The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any) or by any two (2) Managers. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

**Art. 14. Management Fees and Expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed

for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of Interest.** If any Manager has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its sole Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a Manager is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Managers' Liability - Indemnification.** No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Managers are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of their being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

**Art. 17. Auditors.** The auditing of the Company may be entrusted to one or several statutory auditors.

One or more statutory auditors must be appointed in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders. The statutory auditor(s) need not be shareholder(s).

When so required by the Laws, the auditing of the Company must be entrusted to an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) duly licensed in Luxembourg. When an approved statutory auditor is appointed, no statutory auditor must be appointed.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. Unless otherwise provided by the Laws, they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

#### Chapter IV. Shareholders

**Art. 18. Powers of the Shareholder(s).** The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first Wednesday of June at 11.00 a.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 20. Other General Meetings.** General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 21. Notice of General Meetings.** Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), or by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.



If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting and waive the convening formalities, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 22. Attendance - Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder. A proxyholder may represent more than one shareholder.

**Art. 23. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

**Art. 24. Vote.** Resolutions whose adoption is not subject to the quorum and the majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

For resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment of the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the board of the general meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

#### **Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits**

**Art. 26. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

**Art. 27. Adoption of Financial Statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 28. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

## Chapter VII. Applicable law

**Art. 30. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
CYDONIA .....	USD 50,000.-	50,000	USD 50,000.-
Total: .....	USD 50,000.-	50,000	USD 50,000.-

The amount of fifty thousand United States dollars (USD 50,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

### *Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

### *Transitory Provision*

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2016.

### *Resolutions of the general meeting of shareholders*

#### *First Resolution*

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Second Resolution*

The general meeting of shareholders resolved to set at two (2) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mr Patrice PFISTNER, born on 9 September 1958 in Caen, France, residing professionally at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr Luciano DAL ZOTTO, born on 23 February 1961 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing at 17, rue des Sorbiers, L- 4423 Soleuvre, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre,  
par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,  
a comparu:

CYDONIA, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000,-), avec siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197975,

représentée par Maître Catherine Kremer, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 29 octobre 2015; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

### Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «ATTALUS»

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants tel que défini ci-dessous.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

### Chapitre II. Capital, Parts sociales

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 50.000,-) divisé en cinquante mille (50.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le compte prime d'émission constitue une réserve distribuable et peut être utilisé notamment pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Les comptes prime d'émission peuvent être créés pour enregistrer les apports contribués à la Société par les associés existants sans émission de parts sociales. Les comptes prime d'émission constituent une réserve distribuable et peuvent être utilisés notamment pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter de ses associés, pour compenser les pertes nettes réalisées, pour distribution aux associés ou pour allocation des fonds à la réserve légale,

**Art. 6. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

**Art. 7. Parts Sociales.** Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques, sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales conformément aux Lois.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

**Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des Droits Civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé.** L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

### Chapitre III. Gérants, Commissaires

**Art. 9. Gérants.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérant de catégorie A (le «Gérant de Catégorie A») ou Gérant de catégorie B (le «Gérant de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

**Art. 10. Pouvoirs des Gérants.** Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence du ou des Gérant(s).

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société.** Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature individuelle d'un Gérant si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérant(s) de Catégorie A ou Gérant(s) de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.** Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) Gérants le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre Gérant comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque Gérant. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a) ou par deux (2) Gérants. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

**Art. 14. Rémunération et Dépenses.** Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflits d'Intérêt.** Si un Gérant a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son seul Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un Gérant est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

**Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation.** Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

**Art. 17. Commissaires.** La vérification des comptes de la Société peut être confiée à un ou plusieurs commissaires.

Un ou plusieurs commissaires doivent être nommés si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés. Le(s) commissaire(s) n'a/ont pas besoin d'être associé(s).

Dans les cas prévu par les Lois, la vérification des comptes de la Société doit être confiée à un réviseur d'entreprises agréé habilité au Luxembourg. Si un réviseur d'entreprises agréé est nommé, aucun commissaire ne peut être nommé.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Sauf si autrement disposé par les Lois, ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

#### Chapitre IV. Des associés

**Art. 18. Pouvoirs des Associés.** Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

**Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés.** L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier mercredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 20. Autres Assemblées Générales.** Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

**Art. 21. Convocation des Assemblées Générales.** A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée et qu'ils renoncent aux formalités de convocation, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

**Art. 22. Présence - Représentation.** Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé. Un mandataire peut représenter plus d'un associé.

**Art. 23. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

**Art. 24. Vote.** Les résolutions dont l'adoption n'est pas soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Pour les résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

**Art. 25. Procès-Verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de commu-

nication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

### Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

**Art. 26. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

**Art. 27. Approbation des Comptes Annuels.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

**Art. 28. Distribution des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

### Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 30. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Souscription et Paiement*

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
CYDONIA .....	USD 50.000,-	50.000	USD 50.000,-
Total: .....	USD 50.000,-	50.000	USD 50.000,-

Le montant de cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 50.000,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2016.

*Assemblée générale extraordinaire  
Première Résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième Résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à deux (2) le nombre des Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Monsieur Patrice PFISTNER, né le 9 septembre 1958 à Caen, France, résidant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; and
- Monsieur Luciano DAL ZOTTO, né le 23 février 1961 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, résidant au 17, rue des Sorbiers, L-4423 Soleuvre, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Kremer, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 4 novembre 2015. GAC/2015/9405. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 6 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181043/602.

(150201805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 408.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 201.278.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Consus German Commercial Real Estate Opportunities Fund 2015, LP, a limited partnership existing and organized under the laws of Guernsey, having its registered office at PO Box 156, Frances House, Sir William Place, St. Peter Port, GY1 4EU Guernsey, and registered with the Register of Guernsey under number 2416 represented by its general partner Consus Management (G.P.) Limited, a limited company existing and organized under the laws of Guernsey, having its registered office at PO Box 156, Frances House, Sir William Place, St. Peter Port, GY1 4EU Guernsey and registered with the Register of Guernsey under number 60477, and

Publity AG, a public limited company established under the laws of Germany, having its registered office at Landsteinerstraße 6, 04103 Leipzig, Germany and registered with the Saxony District court of Leipzig, Germany under number HRB 24006,

both here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of two proxies, given under private seal.

Which proxies after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).



**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Corporate object.**

3.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.2. An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations in relation to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

3.3. The Company may further guarantee, grant security in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

3.4. The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

3.5. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

**II. Capital - Shares****Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at four hundred and eight thousand euro (EUR 408,000), represented by four hundred and eight thousand (408,000) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

**Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. Each Share carries one (1) voting right.

6.3. The shares are freely transferable between shareholders.

6.4. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.5. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the corporate capital.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need to be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

#### Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers.

The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

##### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

##### 8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favor of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

##### 8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) If the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager together with any class B manager.

(iii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the sole manager.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

##### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

##### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any increase in a shareholder's commitment to the Company and any change of the nationality of the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

**Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

## **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

**Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions.

**Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires aux comptes (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires aux comptes are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

**Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend. If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31<sup>st</sup>, 2016.

The Company's annual accounts for the first financial year for the period from the date of this deed to and including December 31<sup>st</sup>, 2016 shall be approved in on April 20<sup>th</sup>, 2017 at the latest

### *Subscription and Payment*

Consus German Commercial Real Estate Opportunities Fund 2015, LP, prenamed, subscribes for two hundred and eight thousand eighty (208,080) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash of two hundred and eight thousand eighty euro (EUR 208,080) and Publiity AG, prenamed subscribes for one hundred ninety-nine thousand nine hundred and twenty (199,920) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one hundred ninety-nine thousand nine hundred and twenty euro (EUR 199,920)

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of four hundred and eight thousand euro (EUR 408,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation and first location are estimated at approximately two thousand three hundred euro (EUR 2,300.-).

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period:

#### *A Manager:*

Mr. Stefan Gomoll, born on 01<sup>st</sup> June 1970 in Kronach, Germany, residing at SG House, Solemar, La Ville Roussel de Bas, Sark, GY10 ISE Guernsey, Channel Islands.

#### *B Managers*

Mr. Jorge Fernandes, born on 05<sup>th</sup> March 1966 in Figueira da Fox, Portugal, residing professionally at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, and

Mr. Christophe Lentschat, born on 26<sup>th</sup> September 1972 in Thionville, France, residing professionally at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

2) The registered office of the Company is fixed at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung**

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am zweiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

#### **SIND ERSCHIENEN:**

Consus German Commercial Real Estate Opportunities Fund 2015, LP, eine Kommanditgesellschaft gegründet und bestehend in Guernsey, mit Gesellschaftssitz in PO Box 156, Frances House, Sir William Place, St. Peter Port, GY1 4EU Guernsey und eingetragen im Handelsregister in Guernsey unter der Nummer 2416, hier vertreten durch seinen Komplementär Consus Management (G.P.) Limited, eine Gesellschaft gegründet und bestehend in Guernsey, mit Gesellschaftssitz in PO Box 156, Frances House, Sir William Place, St. Peter Port, GY1 4EU Guernsey und eingetragen im Handelsregister in Guernsey unter der Nummer 60477, und

Publity AG, eine Aktiengesellschaft in Deutschland, mit Gesellschaftssitz in Landsteinerstraße 6, 04103 Leipzig, Deutschland und eingetragen im Handelsregister in Leipzig, Deutschland unter der Nummer HRB 24006,

beide hier vertreten durch Herrn Liridon ELSHANI, Privatangestellter, geschäftsansässig in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, aufgrund zweier privatschriftlicher Vollmachten.

Welche Vollmachten die von den Erscheinenden und der unterzeichnenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurden, bleiben dieser Urkunde beigelegt um sie, zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die Erscheinenden haben die unterzeichnende Notarin gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

#### **I. Name - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer**

**Art. 1. Name.** Der Name der Gesellschaft lautet "publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l." (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

#### **Art. 2. Sitz.**

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann mittels eines Beschlusses der Geschäftsführung innerhalb dieser Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann mittels eines Beschlusses der Gesellschafter an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden entsprechend der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

2.2. Niederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können kraft eines Beschlusses der Geschäftsführung im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gegründet werden. Falls die Geschäftsführung feststellt, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Umstände die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen dem Büro am Geschäftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, dann kann der Sitz vorübergehend in das Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Beendigung der besagten Entwicklungen oder Umstände. Solche vorübergehenden Maßnahmen bewirken nicht eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 3. Unternehmensgegenstand.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

3.2. Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Grundeigentum/Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Grundeigentum bzw. Immobilien,

einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an in- oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck es ist, Grundeigentum bzw. Immobilien zu erwerben, zu entwickeln, zu fördern, zu verkaufen, zu verwalten und/oder zu vermieten.

3.3. Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.4. Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuldbzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch Todesfall, Aufhebung der Bürgerrechte, Arbeitsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einen ähnlichen Vorfall, der einen oder mehrere Gesellschafter betrifft.

### **II. Kapital - Beteiligungen**

#### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital beträgt vierhundertachttausend Euro (408.000,-EUR), eingeteilt in vierhundertachttausend (408.000) Anteile in registrierter Form zu je einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR).

5.2. Das Stammkapital kann einmalig oder mehrmalig durch Beschluss der Gesellschafter erhöht oder gesenkt werden, im Einklang mit den für die Änderung dieser Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

#### **Art. 6. Anteile.**

6.1. Die Anteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Inhaber je Anteil an.

6.2. Alle Anteile haben ein (1) Stimmrecht.

6.3. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

6.4. Falls die Gesellschaft über einen einzigen Gesellschafter verfügt, dann sind die Anteile frei auf Dritte übertragbar.

6.5. Falls die Gesellschaft über mehr als einen Gesellschafter verfügt, dann bedarf der Übertrag der Anteile (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

6.6. Ein Anteilübertrag ist für die Gesellschaft oder Dritte nur verbindlich nach Benachrichtigung oder Einwilligung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs (Code Civil).

6.7. Am Sitz der Gesellschaft ist ein Register der Gesellschafter aufzubewahren, das von jedem Gesellschafter auf Anfrage eingesehen werden kann.

6.8. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile einziehen, vorausgesetzt:

- (i) sie verfügt über ausreichende Rücklagen für diesen Zweck; oder
- (ii) die Einziehung resultiert aus einer Senkung des Stammkapitals der Gesellschaft.

### **III. Management - Repräsentation**

#### **Art. 7. Bestellung und Abberufung der Geschäftsführer.**

7.1. Die Leitung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die kraft eines Beschlusses der Gesellschafter bestellt werden, mit dem zugleich die Amtszeit festgelegt wird. Die Geschäftsführer müssen Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können jederzeit, mit oder ohne Begründung, durch einen Beschluss der Gesellschafter abberufen werden.

**Art. 8. Geschäftsführung.** Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so stellen sie die Geschäftsführung dar.

Die Gesellschafter können über die Bestellung zweier Klassen von Geschäftsführern entscheiden, d.h. einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B.

##### **8.1. Befugnisse der Geschäftsführung**

(i) Alle Befugnisse, die kraft des Gesetzes oder der Satzung nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung, die für die Durchführung und Genehmigung sämtlicher Handlungen und Tätigkeiten im Einklang mit dem Unternehmensgegenstand der Gesellschaft bevollmächtigt ist.

(ii) Die Geschäftsführung kann für bestimmte Angelegenheiten spezielle oder eingeschränkte Vollmachten an einen oder mehrere Vertreter erteilen.

##### **8.2. Verfahrensweisen**

(i) Die Geschäftsführung versammelt sich auf Verlangen von mindestens zwei (2) der Geschäftsführer und zwar an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung über eine Versammlung der Geschäftsführung ist mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vorab an alle Geschäftsführer zu übermitteln, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind und erklären, vollste Kenntnis über die Tagesordnung der Versammlung zu besitzen. Ein Geschäftsführer kann ebenso auf die Bekanntmachung einer Versammlung verzichten, entweder vor oder nach der Versammlung. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht für jene Versammlungen erforderlich, die zu den Zeiten und an den Orten abgehalten werden, die bereits in einem seitens der Geschäftsführung angenommenen Plan angegeben wurden.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vertretungsvollmacht für eine Versammlung der Geschäftsführung erteilen.

(v) Die Geschäftsführung kann sich nur dann rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung müssen rechtskräftig anhand einer Stimmmehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen werden, vorausgesetzt dass, falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, mindestens einer (1) der Geschäftsführer der Klasse A und einer (1) der Geschäftsführer der Klasse B seine Stimme zu Gunsten des Beschlusses abgibt. Über die Beschlüsse der Geschäftsführung ist Protokoll zu führen, das seitens des Versammlungsvorsitzenden unterzeichnet wird oder, falls kein Versammlungsvorsitzender ernannt wurde, seitens aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann an einer Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz sowie mittels sonstiger Kommunikationsmittel teilnehmen, die allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, sich gegenseitig zu identifizieren, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Eine derartige Teilnahme wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung betrachtet.

(vii) Beschlüsse der Geschäftsführung, die seitens aller Geschäftsführer im Umlaufverfahren unterzeichnet sind (Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst wären und tragen das Datum der letzten Unterschrift.

### 8.3. Repräsentation

(i) Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

(ii) Falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Klasse A und eines Geschäftsführers der Klasse B verpflichtet.

(iii) Die Gesellschaft ist ebenso gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer Person(en), der spezielle Vollmachten seitens der Geschäftsführung abgeordnet wurden, verpflichtet.

**Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.** Erfolgt die Leitung der Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer, so sind alle Bezugnahmen in der Satzung zu der Geschäftsführung, den Geschäftsführern oder einem Geschäftsführer als Bezugnahmen zu dem alleinigen Geschäftsführer -falls zutreffend- zu verstehen. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

**Art. 10. Haftung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer sind nicht persönlich für Verpflichtungen haftbar zu machen, die sie aufgrund ihres Amtes im Namen der Gesellschaft rechtsgültig eingegangen sind, unter der Voraussetzung, dass diese Verpflichtungen im Einklang mit der Satzung und dem Gesetz stehen.

## IV. Gesellschafter

### Art. 11. Gesellschafterversammlungen und Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse.

#### 11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Sofern Beschlüsse nicht entsprechend Artikel 11.1. (ii) gefasst werden, sind Gesellschafterbeschlüsse in Gesellschafterversammlungen zu fassen (jeweils eine Gesellschafterversammlung).

(ii) Jeder Anteil berechtigt den Inhaber zu einer (1) Stimme.

#### 11.2. Bekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Stimmverfahren

(i) Die Gesellschafter können seitens der Geschäftsführung zu Gesellschafterversammlungen einberufen werden. Die Geschäftsführung muss eine Gesellschafterversammlung einberufen, in Folge des Verlangens von einer Zahl von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren.

(ii) Die schriftliche Bekanntmachung einer Gesellschafterversammlung ist an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Tage vor dem Versammlungstag zu geben, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Wenn Beschlüsse in schriftlicher Form gefasst werden sollen, so muss die Geschäftsführung den Text eines solchen Beschlusses an alle Gesellschafter übermitteln. Die Gesellschafter sollen in schriftlicher Form abstimmen und innerhalb

der seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist ihre getroffene Entscheidung an die Gesellschaft zurück übermitteln. Jeder Geschäftsführer ist dazu berechtigt, die Stimmen auszuzählen.

(iv) Gesellschafterversammlungen sind an dem Ort und zu der Zeit abzuhalten, die in den Bekanntmachungen angeführt sind.

(v) Wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung informiert betrachten, kann diese ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(vi) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person (die kein Gesellschafter sein muss) eine schriftliche Vertretungsvollmacht für eine Gesellschafterversammlung erteilen.

(vii) Die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse sind von einer Zahl von Gesellschaftern zu verabschieden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten. Falls diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erlangt wird, so sind die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung einzuberufen, in welcher der Beschluss durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, unabhängig von dem Verhältnis des repräsentierten Stammkapitals.

(viii) Jede Änderung der Satzung kann nur durch Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter erfolgen, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

(ix) Jede Erhöhung der Verpflichtung der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft und jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter.

(x) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden unter Einhaltung der oben dargelegten Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, die vor Ablauf des seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist eingegangen ist.

**Art. 12. Alleinige Gesellschafter.** Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) reduziert ist:

(i) übt der alleinige Gesellschafter sämtliche Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung per Gesetz gewährt werden;

(ii) ist jede Bezugnahme in der Satzung zu den Gesellschaftern, der Gesellschafterversammlung oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen gegebenenfalls als Bezugnahme zu dem alleinigen Gesellschafter oder dem Beschluss des alleinigen Gesellschafters zu verstehen; und

(iii) sind die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters zu protokollieren oder schriftlich abzufassen.

## V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

### Art. 13. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember jeden Jahres.

13.2. Die Geschäftsführung hat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen, gemeinsam mit einem Bestandsverzeichnis des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, mit einem zusammenfassenden Anhang der Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbindlichkeiten seitens der Geschäftsführer und Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft.

13.3. Jeder der Gesellschafter kann das Bestandsverzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung müssen innerhalb von sechs (6) Monaten nach Abschluss des jeweiligen Geschäftsjahres entweder (a) in der Gesellschafterversammlung (falls abgehalten) oder (b) mittels eines Schriftlichen Gesellschafterbeschlusses genehmigt werden.

### Art. 14. Auditoren.

14.1. Falls gesetzlich vorgeschrieben sind die Tätigkeiten der Gesellschaft seitens eines oder mehrerer zugelassener externer Wirtschaftsprüfer (*réviseurs d'entreprises agréés*) zu beaufsichtigen. Die Gesellschafter bestellen, falls erforderlich, die zugelassenen externen Wirtschaftsprüfer, legen ihre Anzahl, Vergütung sowie ihre Amtszeit fest.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, sind die Tätigkeiten der Gesellschaft von einem oder mehreren Revisoren zu beaufsichtigen, sofern das Gesetz nicht die Bestellung eines oder mehrerer zugelassener externer Prüfer (*réviseurs d'entreprises agréés*) vorsieht. Die Revisoren unterliegen der Wiederernennung durch die jährliche Gesellschafterversammlung. Sie können, aber müssen keine Gesellschafter sein.

### Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind den gesetzlich vorgeschriebenen Rücklagen zuzuweisen (gesetzliche Rücklage). Diese Erfordernis endet, wenn die gesetzliche Rücklage einen Betrag erlangt, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter müssen die Zuteilung des Jahresüberschusses festlegen. Sie können sich für die Auszahlung einer Dividende, die Zuweisung des Saldos auf ein Reservekonto oder einen Vortrag entsprechend den maßgeblichen gesetzlichen Bestimmungen entscheiden.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit ausgeschüttet werden und unterliegen folgenden Bedingungen:

(i) die Geschäftsführung muss einen Zwischenabschluss erstellen;



(ii) anhand des Zwischenabschlusses muss nachgewiesen werden, dass ein ausreichender Gewinn und sonstige Rücklagen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; wobei davon ausgegangen wird, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Gewinn übersteigen darf, der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss festgestellt wurde, erzielt wurde, erhöht um Gewinnvorräte und verfügbare Rücklagen sowie gemindert um Verlustvorräte und zu den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisende Beträge.

(iii) innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses muss die Geschäftsführung den Beschluss über die Ausschüttung der Zwischendividenden fassen; und

(iv) unter Berücksichtigung des Vermögens der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Ausschüttung der Zwischendividenden nicht gefährdet werden. Falls die ausgezahlten Zwischendividenden den verfügbaren Gewinn am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, ist die Geschäftsführung berechtigt, die Erstattung der Dividenden, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn entsprechen, einzufordern und die Gesellschafter haben auf Verlangen der Geschäftsführung sofort den Überschuss der Gesellschaft rück zu vergüten.

## **VI. Auflösung - Liquidation**

16.1. Die Gesellschaft kann zu jedem Zeitpunkt durch einen Gesellschafterbeschlusses aufgelöst werden, der mit Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter gefasst wurde, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten. Die Gesellschafter bestellen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, für die Durchführung der Liquidation und legen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung fest. Sofern seitens der Gesellschafter nicht anders entschieden wurde, sind die Insolvenzverwalter bevollmächtigt, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwerten und ihre Verbindlichkeiten zu begleichen.

16.2. Der Überschuss (falls vorhanden) nach der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten ist an die Gesellschafter proportional zu den von ihnen gehaltenen Anteilen auszuschütten.

## **VII. Allgemeine Bestimmungen**

17.1. Die Erstellung und der Verzicht auf Bekanntmachungen und Mitteilungen, die Fassung von Beschlüssen der Geschäftsführung im Umlaufverfahren und der Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse kann in schriftlicher Form, per Fax, Email oder mittels eines anderen elektronischen Kommunikationsmittels erfolgen.

17.2. Vollmachten können in irgendeiner der oben angeführten Formen erteilt werden. Vollmachten in Verbindung mit Versammlungen der Geschäftsführung können ebenso seitens eines Geschäftsführers erteilt werden, im Einklang mit Bedingungen, die seitens der Geschäftsführung akzeptiert werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich sein oder in elektronischer Form, sofern sie alle gesetzlichen Anforderungen erfüllen, um gleichbedeutend mit einer handschriftlichen Unterschrift zu sein.

Unterschriften auf den im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung, den seitens der Geschäftsführung in Telefon- oder Videokonferenz gefassten Beschlüssen oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen können gegebenenfalls auf einem Originaldokument oder mehreren Kopien des selben Dokuments erscheinen, die insgesamt ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden, im Einklang mit dem geltenden Gesetz und vorbehaltlich etwaiger unabdingbarer Gesetzesbestimmungen, zur gegebenen Zeit seitens der Gesellschafter bestimmt.

## **Übergangsbestimmungen**

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit dem Tag dieses Dokuments und endet am 31. Dezember 2016.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr für den Zeitraum ab diesem Tag bis einschließlich den 31. Dezember 2016 muss spätestens am 20. April 2017 genehmigt werden.

### *Zeichnung und Zahlung*

Consus German Commercial Real Estate Opportunities Fund 2015, LP, vorbenannt, zeichnet zweihundertachttausendachtzig (208.080) Anteile in registrierter Form, mit einem Nominalwert von einem Euro (1,-EUR) pro Anteil und ist einverstanden, diese vollständig mittels einer Kapitaleinlage in Höhe von zweihundertachttausendachtzig Euro (208.080,- EUR) einzuzahlen und Pubilty AG, vorbenannt, zeichnet einhundertneunundneunzigtausendneunhundertzwanzig (199.920) Anteile in registrierter Form, mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Anteil und ist einverstanden, diese vollständig mittels einer Kapitaleinlage in Höhe von einhundertneunundneunzigtausendneunhundertzwanzig Euro (199.920,- EUR) einzuzahlen.

Das gezeichnete Kapital wurde in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von vierhundertachttausend Euro (408.000,- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

### *Kosten*

Ausgaben, Kosten, Gebühren und Abgaben jeglicher Art, die seitens der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung und dem ersten Standort entstehen, werden auf zweitausenddreihundert Euro (2.300,- EUR) geschätzt.

### Gesellschafterbeschlüsse

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Kapital darstellen, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit bestellt:

#### *Geschäftsführer der Klasse A:*

Herr Stefan Gomoll, geboren am 01. Juni 1970 in Kronach, Deutschland, wohnhaft in SG House, Solemar, La Ville Roussel de Bas, Sark, GY10 1SE Guernsey.

#### *Geschäftsführer der Klasse B*

Herr Jorge Fernandes, geboren am 05. März 1966 in Figueira da Fox, Portugal, geschäftsansässig in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, und

Herr Christophe Lentschat, geboren am 26. September 1972 in Thionville, Frankreich, geschäftsansässig in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Nachdem das Dokument den Erschienenen vorgelesen wurde, haben sie die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: L.Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 octobre 2015. 2LAC/2015/24480. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur (signé): André MULLER.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société.

Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015180969/550.

(150202314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

### **Audi Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.275.

### STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

#### IST ERSCHIENEN:

AUDI Aktiengesellschaft, eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in Ettinger Str. 1, 85045 Ingolstadt, Deutschland, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer HRB 1,

hier vertreten durch Herrn Frank Mitschke geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, gemäß einer Vollmacht vom 26. Oktober 2015, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, um mit der vorliegenden Urkunde zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

#### **A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen Audi Luxembourg S.A. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung,

Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

2.2 Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen. Sie kann Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtiteln und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt der Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaften verleihen. Des Weiteren kann sie in Bezug auf einen Teil oder ihr gesamtes Vermögen Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt, ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

2.3 Die Gesellschaft ist befugt, sich jeglicher Verfahren, Rechtsmittel und Instrumente zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

2.4 Die Gesellschaft ist befugt, jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lassen oder der Förderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Vorstandes verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Vorstandes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Vorstand entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## **B. Gesellschaftskapital - Aktien**

### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31 000), bestehend aus einunddreißigtausend (31 000) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Aktie.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, oder im Einklang mit Artikel 6 dieser Satzung erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt dem/den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Vorstand bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

5.4 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

### **Art. 6. [für spätere Ergänzung].**

### **Art. 7. Aktien.**

7.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

7.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

7.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

7.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

### **Art. 8. Aktienregister - Übertragung von Aktien.**

8.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

8.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

8.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 frei übertragbar.

8.4 Jede Übertragung von Namensaktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam (i) durch Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, oder (ii) nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat.

## **C. Hauptversammlung der Aktionäre**

### **Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.**

9.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

### **Art. 10. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.**

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Vorstand oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

10.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Vorstand oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

10.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

10.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

### **Art. 11. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.**

11.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort jeweils am zweiten Dienstag im Mai um 10.00 Uhr durchgeführt. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

11.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Vorstandes sein müssen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.3 Zur Durchführung der Hauptversammlung ist die persönliche Anwesenheit oder ihre ordnungsgemäße Vertretung der Aktionäre erforderlich. In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

11.4 Die Hauptversammlung kann, vorbehaltlich der Angelegenheiten, die ausschließlich dem Vorstand durch das Gesetz oder die Satzung vorbehalten sind, über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Feststellung des Jahresabschlusses;
- b) Ernennung der Mitglieder des Aufsichtsrats;

- c) Entlastung des Vorstands und des Aufsichtsrats;
- d) Entlastung der Wirtschaftsprüfer;
- e) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;
- f) Satzungsänderungen;
- g) Auflösung der Gesellschaft.

#### **Art. 12. Quorum und Stimmrecht.**

12.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre.

12.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

**Art. 13. Änderungen der Satzung.** Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

**Art. 14. Änderung der Nationalität.** Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 15. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre.** Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Vorstand jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Vorstand muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

#### **Art. 16. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.**

16.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

16.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden.

### **D. Verwaltung - Vertretungsmacht**

#### **Art. 17. Zusammensetzung des Vorstands.**

17.1 Solange die Gesellschaft einen alleinigen Aktionär hat oder über ein Stammkapital von weniger als fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,-) verfügt, kann die Gesellschaft von einem (1) Vorstandsmitglied geleitet werden.

17.2 Hat die Gesellschaft mehr als einen Aktionär oder liegt das Gesellschaftskapital über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,-), wird die Gesellschaft von einem Vorstand geleitet, welcher aus mindestens zwei (2) Mitgliedern besteht.

17.3 Vorstandsmitglied kann nicht sein, wer Gesellschafter oder Mitglied des Aufsichtsrates ist. Wird eine juristische Person als Vorstandsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Vorstandsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Vorstandsmitglied sein.

17.4 Der Vorstand unterliegt der Kontrolle durch den Aufsichtsrat.

17.5 Der Aufsichtsrat ernennt das alleinige Vorstandsmitglied/die Vorstandsmitglieder mit einfacher Mehrheit und bestimmt deren Anzahl (sofern anwendbar) und Vergütung. Die Amtszeit von Vorstandsmitgliedern beträgt sechs (6) Jahre. Ihre Amtszeit beginnt am Ende der Aufsichtsratsversammlung, welche die Vorstandsmitglieder bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger. Vorstandsmitglieder sind wieder wählbar.

17.6 Jedes Vorstandsmitglied kann jederzeit und ohne Grund durch den Aufsichtsrat abberufen werden.

#### **Art. 18. Befugnisse des Vorstands.**

18.1 Dem Vorstand obliegt die Verwaltung der Gesellschaft. Er ist befugt, die Geschäfte der Gesellschaft im weitesten Sinne zu führen und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich dem Aufsichtsrat oder den Aktionären vorbehalten oder anderweitig vergeben worden sind. Zur Ausübung dieser Funktion steht dem Vorstand die Befugnis zu, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen. Der Vorstand ist befugt, alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen.

18.2 Der Vorstand vertritt die Gesellschaft ferner gerichtlich und außergerichtlich.

18.3 Der Vorstand kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen.

18.4 Der Vorstand hat das Recht, die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs und die Befugnis die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu vertreten, auf einen oder mehrere Vorstandsmitglieder, Vorstände, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte zu übertragen, unabhängig davon, ob es sich bei diesen Personen um Aktionäre handelt oder nicht, welche sowohl einzeln als auch gemeinschaftlich handeln können, mit Ausnahme von Mitgliedern des Aufsichtsrats. Sofern die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs auf ein oder mehrere Vorstandsmitglieder übertragen ist, muss der Vorstand der Hauptversammlung jährlich darlegen, welches Gehalt, Gebühren und/oder Vorteile diesem/diesen Vorstandsmitglied(ern) während des jeweiligen Geschäftsjahres zugeflossen ist.

18.5 Gemäß Art. 60 des Gesetzes von 1915 können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Vorstandsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Vorstandsbeschluss bestimmt.

18.6 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

#### **Art. 19. Verfahren.**

19.1 Der Vorstand wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann einen Schriftführer auswählen, der nicht zwangsläufig ein Vorstandsmitglied sein muss, welcher für die Protokollführung sämtlicher Vorstandssitzungen zuständig ist. Einzelnen unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Vorstands ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll. Protokolle der Sitzungen des Vorstands können durch den Vorsitzenden und den Sekretär der Sitzung des Vorstands unterzeichnet werden oder durch eine Person, die vom Vorstand in einer Sitzung dahingehend ermächtigt wurde.

19.2 Der Vorstand versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Vorstandsmitglieds. Die Vorstandssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt, in der Regel aber im Großherzogtum Luxemburg.

19.3 Die Vorstandsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Vorstands schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Vorstandsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Vorstands ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Vorstands bestimmt worden sind, welcher allen Vorstandsmitgliedern übermittelt wurde.

19.4 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Vorstands diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

19.5 Vorstandssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Vorstandes geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Vorstand ein anderes Mitglied des Vorstandes durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

19.6 Jedes Mitglied des Vorstands kann an einer Vorstandssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Vorstands schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Vorstands kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Vorstandsmitglieder vertreten.

19.7 [für spätere Ergänzung]

19.8 Der Vorstand ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

19.9 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt, muss ein Vorstandsmitglied, welches einen Konflikt zwischen seinen und den Interessen der Gesellschaft in einer über das tägliche Geschäft hinausgehenden Transaktion hat, den Vorstand darüber unterrichten und hierüber eine Niederschrift anfertigen, die im Protokoll der Versammlung zu erwähnen ist. Das betroffene Vorstandsmitglied darf an den Beratungen nicht teilnehmen. Ein spezieller Bericht über die relevante Transaktion ist den Aktionären auf der nächsten Hauptversammlung vor jeglicher Beschlussfassung in dieser Sache zu unterbreiten.

19.10 Der Vorstand erstellt mindestens alle drei (3) Monate einen schriftlichen Bericht an den Aufsichtsrat über die Fortschritte und vorhersehbaren Ereignisse der Geschäfte. Der Vorstand ist desweiteren verpflichtet, den Aufsichtsrat auf Verlangen gemäß und i.S. des Art. 60bis-12 Abs.4 des Gesetzes innerhalb angemessener Zeit von sämtlichen Geschehnissen zu unterrichten, die von nicht unerheblichem Einfluss auf die Gesellschaft sein können.

#### **Art. 20. Beschlussfassung des Vorstands.**

20.1 Die Beschlüsse des Vorstands sind rechtswirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst werden, es sei denn die Satzung sieht etwas anderes vor. Der Vorsitzende des Vorstandes hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

20.2 Der Vorstand kann schriftliche Beschlüsse fassen, die von allen Vorstandsmitgliedern auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren datierten Ausfertigungen unterzeichnet wurden. Eine per Post, E-Mail oder auf anderen Kommunikationswegen gesendete Kopie der Unterschrift reicht zum Beweis hierfür aus. Das einzelne Dokument, das alle Unterschriften erkennen lässt oder je nach dem die Gesamtheit der unterzeichneten Einzelausfertigungen, stellen die Urkunde dar, welche den Beweis für die Beschlussfassung liefert und als Datum dieser Beschlüsse zählt das Datum der letzten Unterschrift. Diese Beschlüsse haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandsratssitzung gefasst worden sind.

#### **Art. 21. Stellvertretung.**

21.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Vorstandsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Vorstandsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Vorstandsmitgliedern, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person (en), der/denen eine solche Befugnis durch den Vorstand übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet. Ist nur ein Vorstandsmitglied zur Unterschrift anwesend, vertritt er die Gesellschaft wirksam nach außen, wenn er zuvor die Einverständniserklärung eines weiteren Vorstandsmitglieds eingeholt hat.

21.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

#### **Art. 22. Alleiniges Vorstandsmitglied.**

22.1 In den in Art. 17.1 bezeichneten Fällen, kann die Gesellschaft bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung, welche nach der Aufnahme eines weiteren Aktionärs erfolgt, durch ein alleiniges Vorstandsmitglied verwaltet werden. In diesem Fall sind alle Verweise der Satzung, die sich auf den Vorstand oder die Vorstandsmitglieder beziehen, auf das alleinige Vorstandsmitglied sinngemäß anzuwenden.

22.2 Transaktionen, welche von der Gesellschaft eingegangen werden, müssen gemäß Art. 60 bis-18 des Gesetzes in einem Entscheidungsregister protokolliert werden, wenn sich das alleinige Vorstandsmitglied in einem Interessenkonflikt befinden könnte.

### **E. Aufsichtsrat**

#### **Art. 23. Anzahl der Aufsichtsräte.**

23.1 Der Aufsichtsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei (3) Aufsichtsratsmitgliedern, die natürliche Personen, nicht jedoch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

23.2 Die Hauptversammlung ernennt die Aufsichtsratsmitglieder mit einfacher Mehrheit und bestimmt die Anzahl sowie die Dauer ihrer Mandate.

#### **Art. 24. Befugnisse des Aufsichtsrats.**

24.1 Dem Aufsichtsrat obliegt die ständige Überwachung und Beaufsichtigung der durch den Vorstand vorgenommenen Geschäftsführung der Gesellschaft. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind oder die mittels Geschäftsordnung anderweitig vergeben wurden.

24.2 Dem Aufsichtsrat steht das Recht zu, sämtliche zur Erfüllung dieser Aufgaben notwendigen Informationen einzufordern. Hiervon umfasst ist das Recht, Einsicht in Geschäftsbücher, Korrespondenz, Protokolle und sonstige Niederschriften der Gesellschaft zu nehmen.

#### **Art. 25. Amtszeit.**

25.1 Die Aufsichtsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung auf die Dauer von höchstens sechs (6) Jahren bestellt.

25.2 Ihre Amtszeit beginnt am Ende der Hauptversammlung, welche die Aufsichtsratsmitglieder bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger. Wird eine juristische Person als Aufsichtsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Aufsichtsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Aufsichtsratsmitglied sein. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Aufsichtsratsmitglieds und nicht gleichzeitig der eines Vorstandsmitglieds sein.

25.3 Wird die Stelle eines Aufsichtsratsmitglieds innerhalb einer Wahlperiode frei, so können die verbleibenden Aufsichtsratsmitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

25.4 Die nächste Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

25.5 Die Wiederwahl von Aufsichtsratsmitgliedern ist zulässig.

25.6 Die Hauptversammlung kann die Aufsichtsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen.

#### **Art. 26. Zusammensetzung und Beschlussfassung.**

26.1 Der Aufsichtsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der stellvertretende Vorsitzende nimmt die Aufgaben des Vorsitzenden wahr, wenn dieser verhindert ist. Sind

beide verhindert, ernennen die anwesenden Aufsichtsratsmitglieder ein anderes Aufsichtsratsmitglied für den Vorsitz der Sitzung.

26.2 Die Aufsichtsratsitzungen werden einberufen durch den Vorsitzenden, bei dessen Verhinderung durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder auf Verlangen zweier Aufsichtsratsmitglieder bzw. des Vorstands.

26.3 Der Aufsichtsrat tagt so oft es die Belange der Gesellschaft erfordern, jedoch mindestens einmal im Jahr.

26.4 Die Aufsichtsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Vorstands schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Aufsichtsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Aufsichtsrats bestimmt worden sind, welcher allen Vorstandsmitgliedern übermittelt wurde.

26.5 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Aufsichtsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

26.6 Jedes Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Vorstands schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Aufsichtsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Aufsichtsratsmitglieder vertreten.

26.7 Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Der Aufsichtsrat kann Vorstandsmitglieder zu seinen Sitzungen einladen. In diesem Fall haben die Vorstandsmitglieder nur eine beratende Funktion.

26.8 Sofern nichts anderes ausdrücklich vorgeschrieben ist, werden Beschlüsse des Aufsichtsrats mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Der Vorsitzende des Aufsichtsrates (bei Abwesenheit des Aufsichtsratsvorsitzenden die des stellvertretenden Aufsichtsratsvorsitzenden) hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

26.9 Der Aufsichtsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, die von allen Aufsichtsratsmitgliedern auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren datierten Ausfertigungen unterzeichnet wurden. Eine per Post, EMail oder auf anderen Kommunikationswegen gesendete Kopie der Unterschrift reicht zum Beweis hierfür aus. Das einzelne Dokument, das alle Unterschriften erkennen lässt oder je nach dem die Gesamtheit der unterzeichneten Einzelausfertigungen, stellen die Urkunde dar, welche den Beweis für die Beschlussfassung liefert und als Datum dieser Beschlüsse zählt das Datum der letzten Unterschrift. Diese Beschlüsse haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Aufsichtsratsratssitzung gefasst worden sind.

#### **Art. 27. Sitzungsprotokoll und Abschriften.**

27.1 Die von dem Aufsichtsrat gefassten Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die vom Vorsitzenden oder einem beliebigen Aufsichtsratsmitglied, das bei einer solchen Sitzung den Vorsitz geführt hat zu unterschrieben sind.

27.2 Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderwärtig vorgelegt werden, müssen vom Aufsichtsratsvorsitzenden unterschrieben werden.

27.3 Einzeln unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Aufsichtsrats ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

#### **Art. 28. Übertragung von Befugnissen.**

28.1 Dem Aufsichtsrat steht es frei, seinen Mitgliedern Spezialvollmachten für einen Zweck oder spezifische Zwecke anzuvertrauen. Er kann ferner beschließen, Ausschüsse zu bilden, deren Zusammensetzung und Pflichten er bestimmen kann und welche ihre Aufgaben unter seiner Verantwortlichkeit ausführen. Die Zuweisung solcher Pflichten darf allerdings nicht in der Delegation der durch Gesetze oder die Satzung dem Aufsichtsrat selbst vorbehaltenen Befugnisse an einen Ausschuss bestehen oder in einer Verringerung oder Begrenzung der Befugnisse des Vorstandes resultieren.

#### **Art. 29. Mitgliedschaft des Vorstands und des Aufsichtsrats.**

29.1 Niemand kann gleichzeitig Vorstandsmitglied und Aufsichtsratsmitglied sein.

29.2 Dennoch darf der Aufsichtsrat im Falle einer unbesetzten Stelle im Vorstand eines seiner Mitglieder benennen, um im Vorstand mitzuwirken. Während diesem Zeitraum sind die Pflichten dieser Person in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsratsmitglied aufgehoben.

### **F. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft**

#### **Art. 30. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.**

30.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen Die oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

30.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.



30.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

30.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Art.s 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

30.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

### G. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

**Art. 31. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

#### Art. 32. Jahresabschluss und Gewinne.

32.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Vorstand erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

32.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

32.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

32.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

32.5 Auf Vorschlag des Vorstandes bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

#### Art. 33. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

33.1 Der Vorstand kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 Abschlagsdividenden auszahlen.

33.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

### H. Liquidation

#### Art. 34. Liquidation.

34.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Art. 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

### I. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

**Art. 35. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

#### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2016 statt.

3. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

4. In Abweichung von Art. 16.5 der Satzung, sollen die ersten Vorstandsmitglieder durch die Gründungsgesellschafterin Audi Aktiengesellschaft ernannt werden. Diese Vorschrift soll nach Gründung der Gesellschaft keine Anwendung mehr finden.

5. In Abweichung von Art. 17.5 der Satzung, soll der erste tägliche Geschäftsführer (administrateur délégué; délégué à la gestion journalière) durch die Gründungsgesellschafterin Audi Aktiengesellschaft ernannt werden. Diese Vorschrift soll nach Gründung der Gesellschaft keine Anwendung mehr finden.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die einunddreißigtausend (31.000) ausgegebenen Aktien wurden von Audi Aktiengesellschaft, vorbenannt, zum Preis von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) gezeichnet.

Die Einlage für die so gezeichneten Aktien wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit, dass er die Einhaltung der Vorschriften, die in Art. 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 aufgeführt sind und auf die verwiesen wird, geprüft hat und erklärt, dass diese erfüllt sind.

#### *Auslagen*

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800.-geschätzt.

#### *Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs*

Die Gründerin, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet hat, hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden als Vorstandsmitglieder der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung des Jahres 2021 ernannt:

- Herr Frank Diethard Mitschke, Vorsitzender des Vorstands, geboren am 08.03.1959 in Rotenburg, Deutschland, geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg;

- Herr Vincent Louis Delva, Mitglied des Vorstands, geboren am 09.05.1964 in Brügge, Belgien, geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg.

3. Die folgende Person wird bis zur Hauptversammlung des Jahres 2021 als täglicher Geschäftsführer (administrateur délégué; délégué à la gestion journalière) der Gesellschaft ernannt:

- Herr Frank Diethard Mitschke, zuvorgenannt.

4. Die nachfolgenden Personen werden als Aufsichtsratsmitglieder bis zur Hauptversammlung des Jahres 2021 ernannt:

- Herr Karl Heinz Drefs, Vorsitzender des Aufsichtsrats, geboren am 5. September 1952 in Schmarbeck, Deutschland, geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg;

- Herr Werner Neuhold, Mitglied des Aufsichtsrats, geboren am 7. Februar 1965 in Cochem, Deutschland, geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg;

- Herr Dr. Martin Wagener, Mitglied des Aufsichtsrats, geboren am 5. März 1958 in Bochum, Deutschland, geschäftsansässig in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxemburg.

5. Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung des Jahres 2021 ernannt:

- PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, mit Sitz in 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg, (B.P. 1443 L-1014 Luxembourg), RCS Luxembourg B 65477.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: F.MITSCHKE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34264. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181000/460.

(150202148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

#### **Teads, Société Anonyme.**

Siège social: L-1247 Luxembourg, 5, rue la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 113.995.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of TEADS, a société anonyme, having its registered office at 5, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 113995 (the “Company”), and incorporated under the name of “Wikio Luxembourg” on 20 January 2006 by deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (“Mémorial”) number 878 of 4 May 2006. The articles of association of the Company (the “Articles”) have lastly been amended by a deed of the undersigned notary of the Company dated 19 December 2014, published in the Mémorial number 198 on 19 January 2015.

The meeting is presided by Mr Régis Galiotto, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Fabian Corvina, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented together with the number of shares held by them, are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer, the proxyholders and the undersigned notary. This list as well as the proxies will be annexed to the present deed to be filed therewith with the registration authorities.

2. It appears from the attendance list that the following shares were duly represented at the present meeting so that the meeting could validly deliberate on all the matters set out in the agenda:

Class of share	Shares in issue in the Company	Shares represented at the meeting
Ordinary shares . . . . .	291,336	163,344
Class A ordinary shares . . . . .	262,895	137,192
Class C ordinary shares . . . . .	28,441	26,152
Preference shares . . . . .	184,992	179,621
Class A preference shares . . . . .	62,320	61,333
Class A1 preference shares . . . . .	46,070	46,070
Class A2 preference shares . . . . .	16,250	15,263
Class B preference shares . . . . .	59,202	54,818
Class B1 preference shares . . . . .	40,917	36,533
Class B2 preference shares . . . . .	18,285	18,285
Class B3 preference shares . . . . .	4,384	4,384
Class C preference shares . . . . .	20,535	20,535
Class D preference shares . . . . .	42,935	42,935

3. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices sent to all the shareholders by registered mail on 2 December 2015.

4. It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Amendment and increase of the authorised un-issued share capital of the Company from its current amount of five million eight hundred thirty-four thousand twenty-five euros (EUR 5,834,025) to seven million two hundred nine thousand twenty-five euros (EUR 7,209,025) to be represented by (i) two hundred twenty-six thousand nine hundred seventy-seven (226,977) class A ordinary shares, (ii) thirteen thousand ninety-eight (13,098) class C ordinary shares, (iii) five thousand two hundred and thirty-five (5,235) class A preference shares (of any sub-class), (iv) one hundred sixteen (116) class B preference shares (of any sub-class) and (v) forty-two thousand nine hundred thirty-five (42,935) class D preference shares, each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25); renewal of the authorisation granted to the board of directors to increase the issued share capital of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital of the Company for a period of five years as from the publication of the amendments to the Articles by the meeting as contemplated hereby; acknowledgment of a report by the board of directors of the Company in accordance with article 32-3(5) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, concerning the price and conditions, at which the class A ordinary shares may be issued pursuant to the authorised un-issued share capital, such issuances being made without reserving any preferential subscription rights of existing shareholders; and in relation thereto decision to waive, suppress and authorise the board of directors of the Company to suppress any preferential subscription rights in case of issue of shares of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital; consequential amendment of articles 5.2 and 5.3 so that they read as follows:

“ 5.2. The authorised capital of the Company is set at seven million two hundred nine thousand twenty-five euros (EUR 7,209,025) which shall be represented by:

- two hundred twenty-six thousand nine hundred seventy-seven (226,977) Class A Ordinary Shares;

- thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares;
  - five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any sub-class);
  - one hundred sixteen (116) Class B Preference Shares (of any sub-class); and
  - forty-two thousand nine hundred thirty-five (42,935) Class D Preference Shares,
- each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

5.3. The board of directors may, until the fifth anniversary of the publication of the deed of the extraordinary general meeting of the shareholders held on 15 December 2015, increase the share capital by the issue of new shares once or in several tranches within the authorised capital within the limits mentioned above. Such increases of capital may be issued with or without share premium, to be paid up in cash, in kind or by settlement of actual, liquid and immediately payable claims vis-à-vis the Company, as well as by incorporation of profits carried forward, available reserves or share premiums (it being understood that in the latter case, the increase of capital will be realised without issue of new shares).”

2. Acknowledgment and approval of the authorisation to the board of directors of the Company to amend the exercise price of any warrants issued by the Company, granting the right to subscribe to class A ordinary shares, to two hundred and twelve euros (EUR 212).

3. Acknowledgment and approval of the issue of future warrants granting the right to subscribe to class A ordinary shares of the Company according to the terms and conditions set forth by the board of directors of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital of the Company.

After deliberation, the meeting adopted the following resolutions:

#### *First resolution*

The meeting resolved to amend and increase the authorised un-issued share capital of the Company from its current amount of five million eight hundred thirty-four thousand twenty-five euros (EUR 5,834,025) to seven million two hundred nine thousand twenty-five euros (EUR 7,209,025) to be represented by (i) two hundred twenty-six thousand nine hundred seventy-seven (226,977) class A ordinary shares, (ii) thirteen thousand ninety-eight (13,098) class C ordinary shares, (iii) five thousand two hundred and thirty-five (5,235) class A preference shares (of any sub-class), (iv) one hundred sixteen (116) class B preference shares (of any sub-class) and (v) forty-two thousand nine hundred thirty-five (42,935) class D preference shares, each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

The meeting then resolved to renew the authorization granted to the board of directors of the Company to increase the issued share capital of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital of the Company for a period of five years as from the publication in the Mémorial of the present amendments to the Articles by the meeting as set forth below.

Thereafter, the meeting acknowledged the report by the board of directors of the Company dated 2 December 2015 in accordance with article 32-3 (5) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, concerning the price and conditions at which the class A ordinary shares may be issued within the authorised un-issued share capital, such issuances being made without reserving any preferential subscription rights of existing shareholders.

The meeting further resolved in relation thereto to waive, suppress and authorise the board of directors of the Company to suppress any preferential subscription rights in case of issue of shares of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital.

The meeting then resolved to amend articles 5.2 and 5.3 as set forth in the agenda.

Notwithstanding the foregoing, the meeting expressly agreed that all previous authorisations granted by the general meeting of shareholders of the Company to the board of directors to issue shares within its authorised unissued share capital shall remain in full force and effect (except those relating to the issue of class A ordinary shares) and shall be renewed for the time length being mentioned above.

#### *Second resolution*

The meeting resolved to authorise the board of directors of the Company to set the exercise price of any warrants issued by the Company granting the right to subscribe to class A ordinary shares, to two hundred and twelve euros (EUR 212).

#### *Third resolution*

The meeting acknowledged and approved the issue of future warrants granting the right to subscribe to class A ordinary shares of the Company according to the terms and conditions set forth by the board of directors of the Company, within the limits of the authorised un-issued share capital of the Company.

#### *Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above are estimated at EUR 2,500.-The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille quinze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de TEADS, une société anonyme, dont le siège social est situé au 5, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113995 (la «Société»), et constituée le 20 janvier 2006 sous la dénomination de «Wikio Luxembourg» par acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 878 du 4 mai 2006. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné du 19 décembre 2014, publié au Mémorial numéro 198 du 19 janvier 2015.

L'assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Fabian Corvina, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, figurent sur la liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur, les mandataires et le notaire soussigné. Cette liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

2. Il appert de la liste de présence que les actions suivantes étaient dûment représentées à la présente assemblée de sorte que l'assemblée pouvait valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour:

Classe d'actions	Actions émises dans la Société	Actions émises dans la Société
Actions ordinaires . . . . .	291.336	163.344
Actions ordinaires de classe A . . . . .	262.895	137.192
Actions ordinaires de classe C . . . . .	28.441	26.152
Actions préférentielles . . . . .	184.992	179.621
Actions préférentielles de classe A . . . . .	62.320	61.333
Actions préférentielles de classe A1 . . . . .	46.070	46.070
Actions préférentielles de classe A2 . . . . .	16.250	156.263
Actions préférentielles de classe B . . . . .	59.202	54.818
Actions préférentielles de classe B1 . . . . .	40.917	36.533
Actions préférentielles de classe B2 . . . . .	18.285	18.285
Actions préférentielle de classe B 3 . . . . .	4.384	4.384
Actions préférentielles de classe C . . . . .	20.535	20.535
Actions préférentielles de classe D . . . . .	42.935	42.935

3. Toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis envoyés à tous les actionnaires par courrier recommandé en date du 2 décembre 2015.

4. Il appert de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

1. Modification et augmentation du capital social autorisé non émis de la Société afin de le porter de son montant actuel de cinq millions huit cent trente-quatre mille vingt-cinq euros (5.834.025 EUR) à sept millions deux cent neuf mille vingt-cinq euros (7.209.025 EUR) représenté par (i) deux cent vingt-six mille neuf cent soixante-dix-sept (226.977) actions ordinaires de classe A, (ii) treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) actions ordinaires de classe C, (iii) cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) actions préférentielles de classe A (de quelque sous-classe que ce soit), (iv) cent seize (116) actions préférentielles de classe B (de quelque sous-classe que ce soit) et (v) quarante-deux mille neuf cent trente-cinq (42.935) actions préférentielles de classe D, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune; renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital social émis de la Société dans les limites du capital social autorisé non émis de la Société pour une durée de cinq ans à compter de la publication des modifications des Statuts par l'assemblée telles que prévues par le présent acte; acquiescement d'un rapport préparé par le conseil d'administration de la Société conformément à l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés

commerciales, sur le prix et les conditions auxquels les actions ordinaires de classe A peuvent être émises conformément au capital social autorisé non émis, lesdites émissions étant effectuées sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants; et dans ce cadre, décision de renoncer à, supprimer et autoriser le conseil d'administration de la Société à supprimer tout droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de la Société dans les limites du capital social autorisé non émis; modification en conséquence des articles 5.2 et 5.3 afin qu'ils aient la teneur suivante:

« 5.2. Le capital autorisé de la Société est fixé à sept millions deux cent neuf mille vingt-cinq euros (7.209.025 EUR) qui sera représenté par:

- deux cent vingt-six mille neuf cent soixante-dix-sept (226.977) Actions Ordinaires de Classe A;
- treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C;
- cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de quelque sous-classe que ce soit);
- cent seize (116) Actions Préférentielles de Classe B (de quelque sous-classe que ce soit); et
- quarante-deux mille neuf cent trente-cinq (42.935) Actions Préférentielles de Classe D,
- d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

5.3. Le conseil d'administration peut, jusqu'au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 15 décembre 2015, augmenter le capital social par l'émission de nouvelles actions en une ou plusieurs fois dans les limites du capital autorisé et ce, dans les limites mentionnées ci-dessus. Ces augmentations de capital peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par règlement de créances réelles, liquides et immédiatement exigibles envers la Société, ainsi que par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission (étant entendu que dans le dernier cas, l'augmentation de capital s'opérera sans émission de nouvelles actions).»

2. Acquiescement et approbation de l'autorisation du conseil d'administration de la Société de modifier le prix d'exercice de tous les bons de souscription émis par la Société, conférant le droit de souscrire à des actions ordinaires de classe A à deux cent douze euros (212 EUR).

3. Acquiescement et approbation de l'émission de nouveaux bons de souscription par la Société conférant le droit de souscrire aux actions ordinaires de classe A de la Société selon les modalités et conditions fixées par le conseil d'administration de la Société dans les limites du capital autorisé non émis de la Société.

Après délibération, l'assemblée a adopté les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée a décidé de modifier et d'augmenter le capital social autorisé non émis de la Société afin de le porter de son montant actuel de cinq millions huit cent trente-quatre mille vingt-cinq euros (5.834.025 EUR) à sept millions deux cent neuf mille vingt-cinq euros (7.209.025 EUR) représenté par (i) deux cent vingt-six mille neuf cent soixante-dix-sept (226.977) actions ordinaires de classe A, (ii) treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) actions ordinaires de classe C, (iii) cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) actions préférentielles de classe A (de quelque sous-classe que ce soit), (iv) cent seize (116) actions préférentielles de classe B (de quelque sous-classe que ce soit) et (v) quarante-deux mille neuf cent trente-cinq (42.935) actions préférentielles de classe D, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

L'assemblée a ensuite décidé de renouveler l'autorisation donnée au conseil d'administration de la Société d'augmenter le capital social émis de la Société dans les limites du capital social autorisé non émis de la Société pour une durée de cinq ans à compter de la publication au Mémorial des présentes modifications apportées aux Statuts par l'assemblée tels qu'énoncés ci-dessous.

À la suite de quoi, l'assemblée a acquiescé le rapport préparé par le conseil d'administration de la Société daté du 2 décembre 2015 conformément à l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, sur le prix et les conditions auxquels les actions ordinaires de classe A peuvent être émises conformément au capital social autorisé non émis, lesdites émissions étant effectuées sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants.

L'assemblée a également décidé dans ce cadre de renoncer à, supprimer et autoriser le conseil d'administration de la Société à supprimer tout droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de la Société dans les limites du capital social autorisé non émis.

L'assemblée a alors décidé de modifier les articles 5.2 et 5.3 afin qu'ils aient la teneur énoncée dans l'ordre du jour.

Nonobstant ce qui précède, l'assemblée a expressément accepté que toutes les autorisations précédentes données par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au conseil d'administration d'émettre des actions dans les limites de son capital social autorisé non émis demeurent pleinement en vigueur (à l'exception de celles en relation avec l'émission des actions ordinaires de classe A) et sont à renouveler pour la période de temps mentionnée ci-dessus.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée a décidé d'autoriser le conseil d'administration de la Société à modifier le prix d'exercice de tous les bons de souscription émis par la Société conférant le droit de souscrire à des actions ordinaires de classe A à deux cent douze euros (EUR 212).

*Troisième résolution*

L'assemblée a acquiescé et approuvé l'émission de nouveaux bons de souscription conférant le droit de souscrire à des actions ordinaires de classe A de la Société selon les modalités et conditions fixées par le conseil d'administration de la Société dans les limites du capital social autorisé non émis de la Société.

*Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de ce qui précède sont estimés à EUR 2.500.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, F. CORVINA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41387. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001678/252.

(150240970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

**Fullerton Lux Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 60, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.899.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of December.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of FULLERTON LUX FUNDS (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable, having its registered office in 33, rue de Gasperich L-5826 Hesperange, (R.C.S. Luxembourg B 148.899), incorporated by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 22 October 2009, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Number 2182 of 9 November 2009.

The Articles were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned on November 4<sup>th</sup>, 2015, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Number 3150 of 22 of December 2011.

The meeting was opened by Ms. Agathe KAHN, bank employee, with professional address in Hesperange in the chair.

The chairman appointed as secretary M. Liridon ELSHANI, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Agathe KAHN, bank employee, with professional address in Hesperange.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. An extraordinary general meeting of shareholders of the Company was held before the undersigned notary on November 9<sup>th</sup>, 2015 with the same agenda as set out hereafter.

The quorum required by article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, was not reached in order to validly deliberate on the agenda.

II. The present meeting has been called pursuant to a convening notice sent to all registered shareholders by registered letter on November 11<sup>th</sup>, 2015 and by two publications on November 11<sup>th</sup>, 2015 and on December 7<sup>th</sup>, 2015 in (i) four newspapers called "Bundesanzeiger", "Luxemburger Wort", "Plattform Fundinfo" and "Tageblatt" and in (ii) Mémorial C, number 3277 and 3153.

III. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the bureau of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the bureau of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to the present deed.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

*Agenda:*

(a) the registered address of the Company, as from 1 January 2016, shall be changed from 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, to 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

(b) the first paragraph of Article 4 of the Articles, with effect from 1 January 2016, shall be deleted in its entirety and replaced with the following:

“The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.”

V. Pursuant to the attendance list, out of 118,012,638.11 outstanding shares, 53,086,513 shares (representing 44.98 % of the capital of the Company) are present or represented.

The Meeting may validly deliberate on the items of the agenda without any quorum requirement and the resolution on each item of the agenda may validly be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

VI. The Meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the items of the agenda.

After having duly deliberated on all the items of the agenda, the Meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting RESOLVED to transfer the registered office of the Company, as from 1 January 2016, shall be changed from 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, to 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The resolution has been taken as follows:

Votes in favour: 53,086,513

Vote(s) against: 0

Abstention: 0

The resolution is consequently adopted.

*Second resolution*

The general meeting RESOLVED to amend the first paragraph of the Article 4 of the Articles, with effect from 1 January 2016, shall be deleted in its entirety and replaced with the following:

“The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. It may be transferred”.

The resolution has been taken as follows:

Votes in favour: 53,086,513

Vote(s) against: 0

Abstention: 0

The resolution is consequently adopted.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded only in English; on request of the appearing persons.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: A. Kahn, L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/30110. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d’inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Référence de publication: 2016005586/87.

(16004701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.